



Appel du congrès UD CGT 76 à tous les syndicats et syndiqués de Seine Maritime

Après la grève du 9 avril, construisons le mouvement d'ensemble nécessaire pour faire gagner nos revendications

La mobilisation du 9 avril 2015, à l'appel de la CGT – FO – FSU et Solidaires, dans le département de la Seine Maritime a été un incontestable succès avec presque 15 000 salariés du privé comme du public, retraités et privés d'emploi, dans les rues de Dieppe, du Havre et de Rouen ainsi que ceux présents dans le cortège parisien. Sur l'ensemble du territoire national, ce sont plus de 300 000 manifestants qui ont été recensés, démontrant ainsi que la combativité est au rendez-vous.

Les manifestants ont démontré leur volonté de refuser toute politique d'austérité. Ils refusent toute régression sociale et exigent du gouvernement une véritable politique au service de l'emploi, des salaires et des conditions de travail. Ils exigent une véritable politique industrielle et un engagement du renforcement des services public et de la fonction publique.

Notre congrès a réaffirmé la nécessité d'un syndicalisme de masse et de lutte de classe œuvrant à la convergence des luttes sur nos revendications que sont notamment : Interdiction des licenciements, l'augmentation générale des salaires, des pensions et des indemnités chômage de 300 €, l'abrogation des lois régressives sur les retraites et la mise en œuvre d'un véritable projet de financement de la protection sociale dans son ensemble. En outre, nous exigeons la suppression du Pacte de responsabilité et des lois de décentralisation et de la réforme territoriale.

Alors que le combat contre le projet de loi Macron continue, le gouvernement au service du patronat et de la finance, répondant aux exigences de l'Union Européenne, en remet une couche avec le projet de loi dit de dialogue social qui sonne comme une véritable déclaration de guerre contre le monde du travail. Il s'agit de réduire massivement le nombre de représentants du personnel en fusionnant DP / CE et CHSCT dans les entreprises de moins de 300 salariés ainsi que de pousser à d'autres remises en cause dans les entreprises plus importantes par le biais d'accords collectifs. Les congressistes refusent toute remise en cause du code du travail et les projets visant à affaiblir le CDI comme contrat de travail de référence.

Nous continuons à exiger une autre répartition des richesses, plus un sou supplémentaire ne doit aller dans les poches des actionnaires et du patronat.

Faire reculer la politique antisociale gouvernement et patronat nécessite la construction d'un puissant rapport de force à la hauteur des attaques, ancré sur nos propositions et revendications. Sans exclure d'autres formes d'actions, un mouvement de grève, et de manifestations prolongé, dans l'unité, avec le blocage de l'économie du pays nous permettrait d'y arriver. Le succès du 9 avril, est un premier pas qui ne peut pas rester sans lendemain.

Au niveau départemental comme au niveau national, les Organisations syndicales à l'initiative du 9 avril vont se rencontrer pour discuter des suites du mouvement. Nous préparons dès à présent un 1^{er} mai offensif et revendicatif. Une nouvelle Journée de grève générale de 24h autour de la mi-mai pourrait constituer une nouvelle étape d'une stratégie pour gagner sur nos revendications. Organisons des Assemblées Générales de syndiqués partout pour préparer les suites des luttes.

Lillebonne le 10 avril 2015